



P 498 ID 1276

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Mme Anne Tescher  
Service des Commissions  
Tél: +352 466 966 264  
Courriel: atescher@chd.lu

Monsieur Félix Braz  
Ministre de la Justice

Luxembourg, le 8 juillet 2015

Objet: Pétition 498 - Etablissement d'un barème officiel de toute prestation d'un avocat

Monsieur le Ministre,

Au cours de sa réunion du 6 juillet 2015, la Commission des Pétitions a jugé utile de vous soumettre la pétition citée en référence en vue d'une prise de position.

Dans ce contexte j'aimerais vous rendre attentif aux dispositions de l'article 155 (9) du Règlement de la Chambre des Députés qui dit:

"Si la Commission des Pétitions décide de demander une prise de position à un Ministre, elle en informe la commission compétente conformément à l'article 17(1). La prise de position du Ministre est envoyée au Président de la Chambre au plus tard dans un délai d'un mois. Si le Ministre compétent n'est pas en mesure de fournir sa réponse dans le délai prescrit, il en informe le Président de la Chambre tout en indiquant et les raisons d'empêchement et la date probable de la réponse. Le Président de la Chambre peut accorder un délai supplémentaire d'un mois. A défaut de réponse du Ministre à une demande de la Commission des Pétitions dans le délai prescrit, le membre du Gouvernement concerné est invité pour une prise de position orale à la Commission des Pétitions."

J'adresse copie de la présente à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

  
Mars Di Bartolomeo  
Président de la Chambre des Députés

## **DEMANDE DE PETITION PUBLIQUE 498**

### Intitulé:

Etablissement d'un barème officiel de toute prestation d'un avocat

### But :

Demande d'établir un barème officiel de toute prestation d'un avocat, afin que toute partie gagnante puisse demander le tribunal concerné le remboursement intégral des notes d'honoraires payées ou à payer comme cela se pratique en France, en Allemagne et même en Croatie.

Date et heure de la demande: le 23-03-2015 à 17:46

Pétitionnaire: Théodore BRADARA

Pétition à titre personnel

Adresse: 161, rue d'EHLERANGE, ESCH/ALZETTE, 4108

**Fw: Réponse à la lettre du 04 juin 2015 M. Le Président de la Chambre des Députés**

**Anne TESCHER** to: Vera HAAS

30/06/2015 08:05



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

**Anne TESCHER**

Service des commissions

Administration parlementaire  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél : (+352) 466 966-264  
Fax : (+352) 466 966-309  
atescher@chd.lu  
www.chd.lu

----- Forwarded by Anne TESCHER/GREFFE/CHD on 30/06/2015 08:04 -----

From: BRADARA Théo <bracotra@pt.lu>  
To: "atescher"@chd.lu, bracotra@pt.lu,  
Date: 30/06/2015 01:01  
Subject: Réponse à la lettre du 04 juin 2015 M. Le Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Président de la Chambre des Députés  
Madame, Monsieur,

En référence à votre courrier du 04 juin 2015, pour lequel je tiens à vous présenter mes respectueux remerciements, j'aimerais vous informer de ma ferme décision quant à l'introduction de la poursuite de l'instruction relative à ma pétition reclassée et pétition ordinaire.

De par le constat que les règlements et paragraphes judiciaires sur lesquels nous nous appuyons dans notre juridiction datent de la Loi de Napoléon, force est de constater, au-delà de la problématique de l'époque, qu'il n'existe de renvoi pour base de fixation tarifaire officielle pour toute prestation d'avocat.

De même, il est à souligner qu'aucune directive officielle concernant les décisions afférentes à l'indemnisation complète des parties gagnantes dans un procès judiciaire n'est établie. Ce vide juridique entraîne parfois des situations rocambolesques voire dramatiques dans lesquelles l'indemnisation des victimes ne suffit même pas à couvrir les frais et dépenses d'avocat. La pertinence voudrait que la partie condamnée assume l'intégralité des frais et dépenses engagés par la partie gagnante ou du moins une contribution proportionnelle à la responsabilité prononcée lors du rendu du jugement.

Afin d'étayer mon initiative, je prends en exemple le cas défendu il y a quelques années par l'honorable Me Eyal GRUMBERG. L'instruction du dossier y attaché avait pour but de représenter les intérêts d'une dame âgée grièvement blessée dans l'incendie criminel déclenché dans un train dans les environs de Hollerich, acte d'un pyromane d'origine chinoise. La victime s'est vue octroyer la modique et dérisoire somme de 14.500 euros en compensation de ses blessures, frais et dépenses de l'instance.

Etant donné que les honoraires pour la défense s'élevaient à 7.000 euros et que le juge estimaient ceux-ci à 5.000 euros, tout en soulignant la difficulté de calculer une pareille somme et de fixer le montant sans aucune référence de tarif officiel, Me Eyal GRUMBERG a pris en considération l'irresponsabilité pleine et entière de sa cliente et a fait preuve d'humanité en soustrayant 2.000

euros au frais préalablement retenus.

Cet avocat a loué mon initiative pour cette pétition, car depuis des années, les tarifs officiels pour de telles activités du Barreau existent et sont appliqués en Allemagne, en France, et même en Slovénie, en Croatie etc., contrairement à notre pays où chaque avocat applique un tarif variable, parfois en fonction de sa parenté, de sa relation avec son client (prix d'ami 150 -180 € puis de 425 € à 1.500 € ou plus.....), de l'importance de l'affaire et souvent en fonction de la fortune de son client. Finalement, en cas de partage de responsabilité, le juge a la possibilité d'énoncer, de prononcer un verdict juste et impartial de division des frais et dépenses occasionnés.

Etant donné qu'ils existent des tarifs officiels pour tous les experts ou traducteurs et interprètes agréés, une intervention en ce sens pour une grille tarifaire de référence pour honoraires d'avocat serait une base estimable et tendrait vers un calcul intègre des sommes à devoir pour les clients en évitant toute spéculation tendancieuse ou inique.

Pour anecdote et à titre personnel, j'ai eu un cas en Allemagne pour lequel je n'ai dû couvrir qu'1/3 des frais et dépenses de l'instance de l'avocat de la partie adverse, et la partie adverse a dû payer 2/3 des frais et dépenses de l'instance de mon avocat. Responsabilité reconnue 1/3 de ma part et 2/3 de la partie adverse.

Espérant que ce courrier sache faire valoir l'importance de ma pétition et dans l'attente de l'élaboration et l'application de la table de tarifs officiels concernés, je vous prie de recevoir, Monsieur le Président de la Chambre des Députés, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Théodore BRADARA